



# La Feuille Verte

JUILLET - AOÛT / n°209 / 1,70 €

BONNES VACANCES !

À quoi jouent nos responsables au sujet du nucléaire ? On les savait adeptes de la roulette russe : la balle fatale, ce serait l'accident nucléaire majeur. Mais après les derniers problèmes de l'EPR (« *sérieuse anomalie* » dans la composition du couvercle et du fond de cuve, mauvais fonctionnement des soupapes de sécurité), c'est une partie de poker menteur qui s'annonce. D'un côté, Areva est en quasi-faillite (5 milliards d'euros de pertes pour un chiffre d'affaire de 8 milliards en 2014) : c'est ce qui provoque la prise de participation d'EDF dans le capital d'Areva. Mais parallèlement, EDF affirme que la promesse de hausse de 5 % par an du prix de l'électricité en 2015, 2016 et 2017 n'a rien à voir avec ce rachat (1). Notre pays est engagé dans une impasse avec le nucléaire : à quand l'arrêt de cette gabegie ? À quand un vrai plan d'investissement dans la transition énergétique (2) ?

Depuis le 5 juin, le tour Alternatiba parcourt la France avec son vélo à 4 places pour faire le lien entre ces dizaines de villages Alternatiba qui ont vu ou vont voir le jour d'ici à la réunion de la COP 21, en décembre, à Paris. Il traversera la Bourgogne et la Franche-Comté du 11 au 18 juillet. Un peu partout en France et, pour ce qui concerne la Franche-Comté, dans les secteurs de Besançon et de Belfort-Montbéliard, des acteurs très variés et nombreux (associations, militants, entreprises, acteurs de l'économie sociale et solidaire, etc.) se retrouvent pour organiser des événements Alternatiba, redonner espoir et montrer que des alternatives sont possibles (3).

Le 18 juin, le pape a surpris non seulement les écologistes, mais toute notre société, en publiant une encyclique centrée sur les questions écologiques : la crise écologique, affirme-t-il, est aussi une crise de civilisation ; et il dénonce le consumérisme aveugle des sociétés occidentales. Une belle note d'espoir dans ce message inattendu mais bienvenu car, comme le dit notre porte-parole Sandrine Rousseau, « *toutes les composantes de notre société doivent s'unir et s'engager pour la cause climatique et assurer un avenir meilleur à l'ensemble de l'humanité* ».

Sur cette note optimiste, nous vous souhaitons de bonnes vacances !

(1) Une raison de plus, pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, de choisir Enercoop comme fournisseur d'électricité !

(2) Signalons une intéressante étude de Greenpeace, à voir sur internet : « Le nucléaire, une énergie d'avant – 5 mythes économiques décryptés ».

(3) Au cours de vos vacances, n'hésitez pas à faire un détour pour accompagner le tour Alternatiba ou participer à un village Alternatiba.



Corinne Tissier  
et Bernard Lachambre  
Cosecrétaires EELV Franche  
Comté



édito

## Sommaire

P 1 : Édito

P 2 : **L'Europe contre les Grecs**

P 3 : Voyages en folies

P 4 : À nous de vous faire aimer le train

P 5 : La baisse des dotations aux collectivités est une inep-  
tie économique

P 7 : Où trouver EELV au plus près de chez vous ?

P 8 : Faut-il donner un prix à la nature ?

P 9 : Hommage à Joseph Regnaud

P 10 : Une piste de bon sens

P 11 : Comment recevoir *La Feuille Verte*?

P 12 : **L'arnaque du ticket restaurant**

P 13 : Alternatiba en France et dans la région

P 14 : Un été de livres et de musiques

P 17 : Science et écologie

P 18 : Ils sont votre épouvante et vous êtes leur crainte

P 21 : Bienvenue en Valsesia

P 22 : Petite chronique wallisienne

P 23 : Un mois, émois et moi

P 26 : **Bulletin d'adhésion**



## Asphyxie programmée

# L'EUROPE CONTRE LES GRECS

2 Face à la détresse du peuple grec, l'Europe communique avec le FMI pour asphyxier un État qui proteste contre les potions amères de l'austérité libérale.

Certes, les gouvernements grecs de Nouvelle démocratie et du Pasok ont conduit ce pays vers la faillite, mais les dirigeants européens savaient la réalité des finances grecques au moment de son adhésion à l'Euro. Ils savaient qu'en s'adossant au FMI pour le plan de sauvetage de la Grèce, ils faisaient intervenir une institution qui se contrefout de la construction européenne.

Admettons : le gouvernement grec issu des élections de janvier dernier s'est montré parfois peu diplomate ; mais l'a-t-il été moins que le ministre allemand des finances ?...

Ce ne sont pas seulement les « Économistes atterrés » qui dénoncent la politique d'étranglement de la Grèce ; ce n'est pas seulement la présidente du Parlement grec qui fustige l'illégalité et l'illégitimité d'une dette qui a servi en premier lieu à sauver les banques : les Européens convaincus savent la nécessité de restructurer la dette.

Dès lors, l'intransigeance européenne (et une parole bien tardive et bien faible de la France), les demandes insupportables du FMI apparaissent pour ce qu'elles sont : un **scandale au cœur de l'Europe, un affront à l'idéal européen.**

Entre « l'optimisme » avant le Conseil européen et la tension qui s'exacerbe depuis, l'avenir est plus



qu'incertain. Il faut dire qu'on écrit ces lignes (1) alors que le Premier ministre grec prévoit l'organisation d'un référendum et que, selon le président de l'Eurogroupe, cela signe la rupture des négociations et la non-prolongation de l'assistance financière. On peut le comprendre, ce brave homme : où irions-nous (mais Dieu merci, ce

n'est pas demain la veille) si tous les gouvernements se mettaient à suivre la même voie que Tsipras et à demander son avis à leur peuple !? Il faut choisir : la démocratie OU le libéralisme...

Que la Grèce sorte de l'euro ou qu'elle finisse par céder aux diktats financiers, nos dirigeants européens auront à rendre compte de leur faillite morale et politique (2).

Le CLFV (Comité de Lecture de *la Feuille Verte*)

(1) *Et on les écrit en étant bien conscient qu'au train où vont les choses, elles seront sans nul doute largement dépassées quand paraîtra ce numéro...*

(2) *À propos de faillite morale, c'est bien notre Christine Lagarde (inter)nationale qui a remporté le pompon ces derniers jours, en grondant comme des gosses ces fichus Grecs qui ne paient pas tous leurs impôts, elle-même étant par ailleurs, en tant que fonctionnaire internationale et malgré un salaire annuel de près de 400 000 euros, tout bonnement... exemptée d'impôt sur le revenu !*

## VOYAGES EN FOLIES

Certains Bisontins commencent à connaître les IAF – les Invités Au Festin -, une association créée il y a 15 ans à l'initiative d'une psychiatre, Marie-Noëlle Besançon, et de son mari Jean, pour prendre en charge, de manière originale, les personnes en souffrance psychique. Ils ont créé à Besançon, rue de la Cassotte, dans un ancien cloître, un lieu d'accueil et de vie non médicalisé pour des personnes souffrant de troubles psychiques et/ou sociaux. Expérience innovante, humaniste et citoyenne, les IAF font preuve de beaucoup de créativité, comme le montre la récente exposition - « Voyages en folies » - de portraits grandeur nature de personnes costumées et grimées, résidents et accompagnants du foyer. J'ai trouvé cette exposition très originale et émouvante.



Le concept des IAF

La « Maison des Sources », qui est le lieu d'accueil à Besançon, est une alternative à l'hospitalisation. Les personnes souffrantes y partagent au quotidien la vie des accompagnants et des bénévoles dans une démarche innovante de psychiatrie citoyenne. Elles y retrouvent de la chaleur humaine, de la convivialité, de la compréhension et de la solidarité. Cette belle initiative nous amène aussi à repenser les frontières entre le normal et l'anormal, entre la pathologie et la « non-maladie ».

Les IAF affichent clairement les valeurs de fraternité, de liberté, d'égalité et de solidarité. Et on ne peut que saluer cette prise de distance avec l'idéologie dominante et la pensée unique, qui évoquent plus volontiers la rentabilité et la compétitivité, même si c'est au prix de l'élimination et de la mise à l'écart. Et ces valeurs sont vraiment **mises en œuvre, dans le vivre-ensemble** plutôt que l'exclusion, l'ouverture sur l'extérieur plutôt que l'enfermement, la participation plutôt que l'assistantat.

« *La folie a toujours fait peur car elle est irrationnelle et incontrôlable comme la liberté. Nous devons l'accueillir comme il se doit car elle fait partie de notre humanité, de notre société.* » (1) Le concept des IAF prend le

contrepied de la psychiatrie traditionnelle : elle inclut, déstigmatise et crée du lien social. Et cerise sur le gâteau, cette forme de prise en charge coûte 3 à 10 fois moins cher que l'enfermement psychiatrique.

Une exposition originale et créative



L'exposition est née de la rencontre de deux créateurs : un photographe, Olivier Martel, et une styliste, Sabine Chiche. Les IAF avaient déjà organisé plusieurs défilés, dont « Sonates pour fripes au fil des saisons », avec des personnes dont le visage était peint. Le génie créateur de Sabine s'exprima à travers l'idée d'utiliser la friperie des IAF pour métamorphoser les Invités en personnages venus d'ailleurs. Ce qui donna ce fascinant résultat : « *Des incursions en terres nouvelles, en des ailleurs aux frontières de l'imaginaire, de la rêverie, de l'épure, où le fantastique côtoie la nécessité, la beauté la matérialité, la simplicité l'extravagance.* » (2)

Et Olivier Martel d'ajouter : « *Mes photos sont un acte militant pour que ceux qui les regardent se rendent compte que ceux que l'on dit " fous " sont des êtres qui souffrent et dont l'humanité est absolument bouleversante.* » Les Invités ont fait preuve de beaucoup de disponibilité, de spontanéité, d'adaptation et de créativité. Ils ont su dépasser les premières appréhensions, la timidité et la peur du ridicule pour se lancer joyeusement dans cette aventure.

Les IAF sont lauréats 2015 du chantier présidentiel « La France s'engage » pour le projet d'essaimage de leur concept de psychiatrie citoyenne à travers « IAF réseau ». **Déjà 16 associations sont membres d'IAF réseau et œuvrent** dans leur région pour créer des lieux d'accueil et de vie basés sur ce modèle. Il reste encore beaucoup à faire pour convaincre les institutions publiques ou privées d'adopter une approche humaniste et citoyenne de la psychiatrie.

Gérard Mamet



(1) *Présentation des IAF dans le catalogue de l'exposition « Voyages en folies ».*

(2) *Propos de Marie-Noëlle Besançon dans le catalogue*



SNCF : tout est possible (?)

## À NOUS DE VOUS FAIRE AIMER LE TRAIN

4

Le hasard a voulu que, dans une même semaine, je teste six TER ou TGV sur six trajets différents en Bourgogne et en Franche-Comté. Eh ! bien, vous me croirez si vous voulez, mais dans aucun d'entre eux je n'ai trouvé d'eau ni pour me rincer les mains après mon casse-croûte, ni pour actionner la chasse ! Est-ce trop demander à la SNCF de faire le plein avant chaque trajet ?



En outre, j'avais le malheur de partir un samedi de Clerval et de faire, via Besançon et Dijon, escale à Laroche-Migennes ; puis de repartir de Joigny pour Paris-Bercy ; et de revenir le mardi soir à Belfort-TGV depuis Paris-Gare de Lyon. Résultat : ma carte Week-end n'était d'aucun secours pour obtenir un tarif « préférentiel ». Ben oui, aussi, quelle idée d'avoir besoin de faire un périple aussi compliqué dans cette future Grande Région sans faire comme tout le monde, à savoir partir de la maison le lundi matin, filer en TGV à 150 euros le billet pour rejoindre Paris et revenir dans la même semaine, avec un retour à 120 euros, tarif Pro, remboursé par mon employeur ?

Et avec ça, il faudrait que l'on reste aimable au guichet auquel on a été obligé d'aller après que le site internet pour « booker » l'hôtel en même temps que le billet de train nous a joyeusement fait perdre trois quarts d'heure. Et cela avant de nous apprendre que, de tout façon, il beuguait ce jour-là : on pouvait effectivement réserver l'hôtel, mais en aucun cas obtenir un billet de train ; pourtant, j'avais vérifié : j'étais bien sur [gnagna-gna-sncf/train+hôtel](http://gnagna-gna-sncf/train+hôtel)...

Heureusement, les amis restent les amis : la prochaine fois, j'appelle Alain Fousseret (1) avant et il me dira comment il fait pour organiser ses voyages... en Suisse ! (Aux esprits mal tournés qui se demanderaient quel rapport j'établis entre Alain et des trajets en Helvétie, je précise qu'il a tout à voir avec la qualité des « retours d'expérience » qu'Alain a partagés avec les Nord-Francs-Comtois, et strictement rien avec quelque moins louable activité en liaison avec les coffres forts de nos voisins d'outre-Jura...)

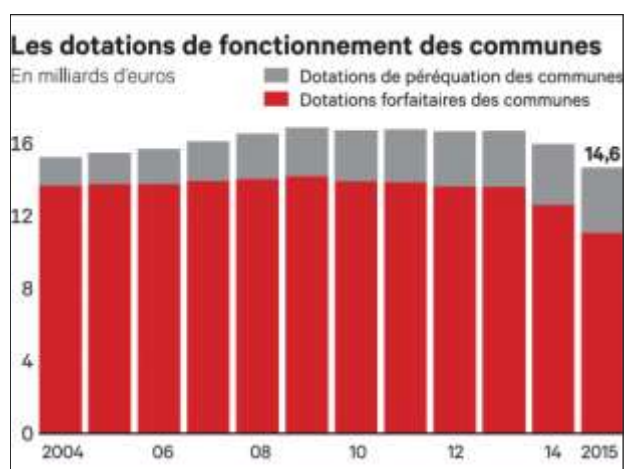
Céline Raigneau



(1) *Pour ceux qui l'ignoraient, Alain est 3<sup>e</sup> Vice-président EÉLV du Conseil régional de Franche-Comté, en charge des transports.*

# LA BAISSÉ DES DOTATIONS AUX COLLECTIVITÉS EST UNE INEPTIE ÉCONOMIQUE

Depuis le printemps 2014, je suis conseiller municipal d'Ornans et délégué à la Communauté de communes du Pays d'Ornans. Je suis aussi délégué au Syndicat mixte de la Loue et au Syndicat Intercommunal des Eaux de la Haute Loue. Il ne se passe pas une réunion sans que la question de la baisse des dotations ne vienne sur le tapis ; et pour cause : cette question empoisonne la gestion des collectivités locales.



Ne pas se réjouir trop vite de la baisse des appels d'offre

Le premier constat que chaque élu peut faire dans sa collectivité, c'est le nombre élevé de PME qui répondent à un appel d'offre : parfois 8 ou 10, quand on n'en comptait que 3 ou 4 il y a quelques années. On voit bien que les petites entreprises manquent d'activité, aussi bien du côté des particuliers que de celui des collectivités, et ce n'est pas du tout réjouissant pour l'emploi local. La politique d'austérité est passée par là. La deuxième constatation, c'est l'écart conséquent - 20 à 40 %, parfois plus - **entre les évaluations des services et les propositions des appels d'offre**. Il est possible que, dans certains cas, les évaluations soient un peu surestimées. Cette baisse du coût des travaux profite à court terme aux collectivités et leur redonne quelques marges de **manœuvre**. **Mais attention ! Dans ces conditions, si elles travaillent à perte, les petites entreprises vont se retrouver rapidement en difficulté.**

Le gouvernement a oublié un peu vite que les collectivités locales contribuent à près des trois quarts de l'investissement public, très loin devant l'État. Cet investissement des collectivités, c'est généralement de

l'activité difficilement délocalisable, qui stimule l'économie de nos territoires et permet le maintien de l'emploi. Certes, il n'est pas impossible que certaines PME aient bien profité d'une période plus faste et qu'elles puissent faire, aujourd'hui, quelques efforts ; mais cela ne pourra pas durer indéfiniment sans mettre en danger tout le tissu économique local.

## Les marges de manœuvre sont réduites

Les élus savent bien qu'il y a, dans une collectivité, beaucoup de dépenses incompressibles : frais de personnel, chauffage et entretien des bâtiments, etc. Il y a toujours la possibilité de faire quelques économies, et il faut les faire, mais ce qui fait l'objet de vrais choix ne dépasse pas 5 à 10 % du budget. Et la baisse de 11 milliards d'euros des dotations aux collectivités commence à peser. Ici et là, la commune va pouvoir faire des économies sur l'entretien des routes, retarder un investissement. Dans une période de crise et d'austérité, on comprend aussi que les collectivités hésitent à augmenter les impôts locaux.

Alors, comment se traduit la baisse des moyens dans une petite ville de 4 300 habitants comme Ornans ? Un projet de passerelle sur la Loue, qui devait s'inscrire dans un réseau de cheminement piéton et cyclable, est de nouveau repoussé. Du côté de la Com-Com, qui en a la compétence, la deuxième tranche de travaux de la déviation qui doit permettre aux poids lourds d'éviter les rues étroites du centre ville n'est pas financée et ne sera pas réalisée avant longtemps.



Plus généralement, la collectivité est obligée de « serrer » son budget et certains élus proposent déjà de baisser systématiquement de 15 % les subventions aux associations, ce que nous, élus d'opposition, récusons tout en ne niant pas les difficultés rencontrées pour équilibrer le budget. Dans ces conditions, il est très difficile de convaincre les élus que la commune doit faire sa part dans la transition énergétique ; et pourtant les bâtiments communaux ne sont pas bien isolés et on pourrait aussi, par exemple, installer des chauffe-eau solaires pour remplacer les chauffe-eau électriques ou à fuel dans les bâtiments

publics. Cette dernière question se pose concrètement, en ce moment, au niveau du groupe scolaire du primaire.

On a pu entendre, de la bouche de certains élus qui s'accommodent de cette politique, que les contraintes budgétaires pouvaient être une opportunité pour en finir avec des dépenses inutiles ou de prestige et repenser les priorités. Pas si simple, exemples à l'appui. La commune d'Ornans dépense plusieurs dizaines de milliers d'euros tous les deux ans pour accueillir un pow-ow – rassemblement d'Indiens d'Amérique –, qui est une grande manifestation culturelle et festive célébrant, par ailleurs, la diversité humaine. Elle a décidé aussi de replanter deux hectares et demi de vigne, à des fins patrimoniales, pour reconstituer un paysage du temps de Courbet. Ces deux dépenses ne sont certes pas indispensables à la vie des habitants de la vallée de la Loue ; sont-elles pour autant *inutiles* ? Avec la baisse des dotations, peut se dessiner une vision uniquement « utilitariste » de la gestion municipale.

### Un mauvais choix économique

Ces exemples montrent toute l'absurdité de la « politique de l'offre » que le Nobel d'économie qualifiait de « *faribole* » après la conversion du président de la République à cette orientation économique (1). En effet, ce ne sont pas les impôts ou les charges qui empêchent les PME d'embaucher et d'investir, c'est d'abord le manque d'activité. Quand une entreprise ne travaille qu'à 70 % de ses capacités, il n'est pas nécessaire d'avoir fait HEC ou l'ENA pour comprendre qu'elle va plutôt encourager les départs volontaires de salariés et ne pas chercher à acheter de nouveaux équipements.



Les économistes libéraux qui dominent le débat aujourd'hui ont oublié un élément de base des circuits économiques : les dépenses des uns sont les recettes des autres. Quand une collectivité inscrit des dépenses d'investissement à son budget, celles-ci deviennent des recettes pour les entreprises qui réalisent les travaux. L'économiste Olivier Blanchard, un spécialiste de macroéconomie (2) qui a travaillé au FMI jusqu'en mai 2015, avait démontré qu'un million d'euros d'argent public investi engendre jusqu'à 1,7 millions d'euros d'activités (3). Les

investissements publics entraînent donc l'économie dans un cercle vertueux : plus d'activité, plus d'emplois, plus de cotisations et d'impôts.

La baisse des dotations (comme les mesures d'austérité en général) est totalement inadaptée à une période de risques de déflation (4) comme celle que nous connaissons en 2015. On aurait dû au contraire les augmenter, ce qui aurait contribué à une politique de relance, sans les risques de dérives « consuméristes » d'une relance classique. Il aurait sans doute fallu « fléchier » ou conditionner l'attribution de certains crédits pour éviter qu'ils conduisent à des GPI (Grands Projets Inutiles), style barrage de Sivens. Mais une augmentation raisonnable des dotations aux collectivités aurait permis de soutenir l'Économie sociale et solidaire, d'encourager la vie associative, qui joue un rôle si essentiel dans le lien social, de développer les services publics de proximité, d'avoir une politique culturelle plus ambitieuse et de donner du travail aux PME. Ce sont essentiellement des formes de consommation collective qui auraient été stimulées, ainsi que les emplois induits par ces activités.

Enfin, les collectivités auraient pu contribuer, par l'investissement local, à la transition écologique et énergétique. Il y a du pain sur la planche en matière d'isolation des bâtiments, de développement des transports en commun, d'efficacité énergétique, de participation à des programmes locaux d'énergie renouvelable, de soutien à l'agriculture biologique. Autant de chantiers qui donneraient de l'activité aux entreprises locales. Par sa politique social-libérale, le gouvernement Valls conduit exactement à l'inverse et à une impasse.



En se ralliant à la « *faribole* » de la politique de l'offre, François Hollande a fait de mauvais choix économiques et, en réalisant des coupes sombres dans le budget de l'État, il se prive des moyens de conduire des politiques publiques et de tenir ses engagements. La baisse des dotations en est un volet parmi d'autres. Cela dit, sur ce dossier, la droite n'est pas fondée à apporter la moindre critique car elle a une attitude hypocrite et cyniquement politicienne. En effet, elle affiche une position totalement incohérente puisqu'elle proteste contre la

baisse des dotations d'un côté... tout en proposant de doubler les ponctions sur les finances publiques de l'autre - absolue contradiction !

Gérard Mamet



(1) Paul Krugman a écrit dans le New York Times du 16 janvier 2014 : « François Hollande a déclaré : “ C'est donc sur l'offre qu'il faut agir “ avant d'ajouter : “ C'est l'offre qui crée la demande “. Eh bien dites donc, le voilà qui reprend, presque mot pour mot, cette faribole discréditée qu'on appelle la loi de Say, ou “ loi des débouchés “, selon laquelle il ne peut y avoir d'insuffisance globale de la demande puisque les gens doivent bien dépenser leurs revenus quelque part. C'est tout simplement faux, et particulièrement faux, en pratique, en ce début de 2014. »

(2) La macroéconomie étudie les grands flux financiers d'un pays, entre les revenus, les investissements, la consommation, etc., et leurs conséquences sur la croissance, l'emploi, etc. Elle s'oppose à la microéconomie, qui analyse plutôt les comportements économiques au niveau des agents individuels.

(3) Pour la petite histoire, ce coefficient avait d'abord été évalué à 0,5 et la Commission européenne s'était empressée de l'utiliser pour justifier les politiques d'austérité. Quand Olivier Blanchard a annoncé qu'il s'était trompé dans ses calculs et que le coefficient pouvait aller jusqu'à 1,7 en période de crise, plus personne n'en a parlé...

(4) La déflation est un phénomène de baisse générale de l'indice des prix sur une période longue pour arriver à un indice nul ou négatif. Elle est due à l'insuffisance de la demande et entraîne l'économie dans une spirale de diminution de l'activité et d'augmentation du chômage.

## Où trouver EELV au plus près de chez vous ?

Pour celles et ceux qui ne connaissent pas notre fonctionnement, sachez que l'organisation de base d'EELV s'appelle *un groupe local*. Il en existe certainement un près de chez vous. N'hésitez pas à contacter les personnes ci-

### Doubs

- Besançon : réunions au local EELV—14, rue de la République—25000 Besançon

Tel : 03 81 81 06 66 eelv.fcomte@gmail.com

- le Haut-Doubs : réunions à Pontarlier et à Morteau

Claire Colin : 06 33 28 91 75 eelv.hautdoubs@gmail.com

Raymond Tournier : 03 81 43 89 30

- Montbéliard : local EELV—33, Avenue des Alliés—25200 Montbéliard

Odile Joannes : 03 81 92 92 44

Michel Strasser : 06 78 96 05 04

### Jura

- Dole : réunions à la Maison Verte, 61, rue Pasteur, 39100 Dole

Marie-Agnès Chalumeaux : 06 70 11 31 21

Bernard Marcesse : 06 32 62 23 09

- Lons le Saunier (et Haut-Jura) : réunions au centre social— 2, rue de Pavigny— 39000 Lons-le-Saunier

Véronique Guislain-Muret : 06 74 67 52 18

Anne Perrin : 06 42 39 04 25

### Haute-Saône

- Lure — Vosges Saônoises : réunions salle Merlin - centre Schloeterer 70200 Lure  
Marie-Claire Thomas : 06 80 51 18 17

- Vesoul—Gray : réunions à la mairie—rue des Droits de l'Homme—70000 Noidans lès Vesoul  
Dominique Gaffard : 03 84 32 93 74  
Alain Ropion : 06 74 90 62 77

- Héricourt :  
Danielle Bourgon : 06 30 63 56 07

### Territoire de Belfort

- Belfort : réunions à la Maison du Peuple - place de la Résistance - 90000 Belfort  
Vincent Jeudy : 06 88 22 88 97



# FAUT-IL DONNER UN PRIX A LA NATURE ?

Jean Gadrey et Aurore Lalucq posent cette question dans un livre édité au début de l'année 2015 (1). Si le principe pollueur-payeur semble communément admis, comment évaluer un dommage écologique ? Quels sont les avantages et les inconvénients des outils inventés par les économistes pour prendre en compte le prix de la nature ?

## Des évaluations complexes

Les auteurs soulignent, pour le déplorer, qu'à l'ère néolibérale, ce qui n'est pas compté en unités monétaires ne compte pas. Le chiffrage monétaire est donc devenu un outil d'apparence scientifique dans les débats, même si les calculs ne sont pas toujours fiables.

Dans des cas précis, cette évaluation est utile. Par exemple quand, en 1989, le pétrolier Exxon Valdez a provoqué une gigantesque marée noire en Alaska, les réparations ont été évaluées à 5 milliards de dollars, que la société pétrolière a dû payer. Dans le cas de la catastrophe de Bhopal, avec ses 8 000 morts et ses 15 000 autres personnes devenues handicapées, les 450 millions d'indemnités versés par Union Carbide sont apparus bien insuffisants aux défenseurs des droits humains.

L'évaluation des services rendus par les écosystèmes est autrement plus complexe. Prenons l'exemple de la forêt : elle peut être exploitée pour son bois, on peut faire payer un droit d'entrée pour s'y promener, on peut donner un prix à chacun de ces services marchands. Mais la somme de ces recettes indique plus le degré de marchandisation de la forêt que sa valeur intrinsèque, qui est, à vrai dire, impossible à évaluer.

Le tableau ci-dessus décompose la valeur économique totale en 5 valeurs. La valeur d'usage direct correspond à des services assez concrets : l'alimentation, l'énergie, les matériaux de construction, etc. La valeur d'usage indirect exprime les avantages de la conservation des écosystèmes : entretien des sols, épuration des eaux, etc. La valeur de non-usage correspond à ce qui est préservé pour les générations futures : écosystèmes, paysages, biodiversité, stabilité climatique.

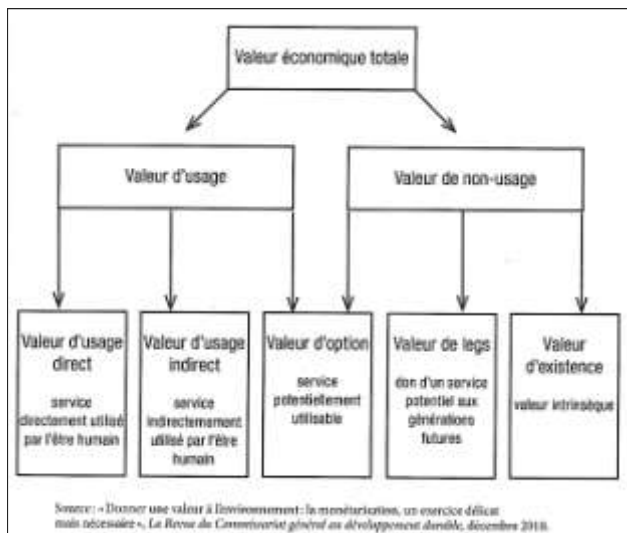
## Des évaluations contestables

On comprend bien que si certaines « valeurs » peuvent être assez facilement calculées, comme le prix du bois de chauffage produit par une forêt, certaines évaluations sont très compliquées. Lors de la conférence de Nagoya, au Japon, en octobre 2010, le rapport TEEB (2) a montré par de multiples exemples que les services écosystémiques sont largement sous-estimés. On apprend ainsi que les insectes pollinisateurs rendraient un service évalué à 153 millions de dollars par an dans le monde et les récifs coralliens entre 30 et 170 milliards de dollars.



## Application à l'agriculture biologique

À côté de ce livre, une recherche récente apporte un éclairage concret sur la question du prix de la nature : une étude sur l'agriculture biologique publiée aux États-Unis (3). Deux chercheurs américains de la Washington State University, David W. Crowder et John P. Reganold, ont procédé à une méta-analyse (4) de **129 études réalisées dans 14 pays sur l'agriculture biologique**. Les résultats sont éloquentes : en AB, les rendements sont, en moyenne, un peu plus faibles (18 %) et le coût du travail significativement plus élevé qu'en agriculture conventionnelle. Mais, en même temps, les agriculteurs bio font des économies sur les intrants : engrais et pesticides. Pour ces différentes raisons, le coût de production en AB n'est que de 5 à 7 % plus élevé qu'en agriculture conventionnelle, alors que les consommateurs sont prêts à payer les produits bio jusqu'à 30 % plus cher.





Les chercheurs ajoutent que, dans ces calculs, ils n'ont pas pris en compte les bénéfices écologiques à long terme de l'agriculture biologique : réduction de l'érosion, meilleur contrôle naturel des parasites et des maladies, maintien des populations de pollinisateurs et prévention des dégâts liés aux excès de l'agriculture chimique. Si toutes ces « externalités », par ailleurs difficiles à évaluer, étaient prises en compte dans le prix de revient de l'agriculture conventionnelle, on s'apercevrait que l'agriculture bio présente un avantage économique certain, aussi bien pour les agriculteurs eux-mêmes que pour la société en général.

À partir de cet exemple concret de l'agriculture biologique, on voit bien que la non-prise en compte du « prix de la nature » fausse les choix économiques. En fait, dans une économie libérale, les bénéfices et les avantages sont empochés en espèces sonnantes et trébuchantes par les acteurs économiques privés, tandis que les dégâts et les inconvénients, eux, sont externalisés et « socialisés ». C'est la société qui doit payer pour l'augmentation des coûts de la santé, les effets du réchauffement climatique ou le traitement de la pollution et la réparation des dégâts écologiques sur les océans, les rivières, les sols, la biodiversité et la nature en général.



Mais l'évaluation monétaire ne doit être qu'un outil aux services des politiques publiques de protection de l'environnement et de la préservation de la planète. Le respect des écosystèmes peut et doit aussi répondre à des raisons culturelles, morales et même esthétiques.

Gérard Mamet



(1) Jean Gadrey et Aurore Lalucq, Faut-il donner un prix à la nature ? - Mars 2015, Les Petits Matins.

(2) TEEB : The Economics of Ecosystems and Biodiversity.

(3) The Huffington Post du 3 juin 2015 (en anglais).

(4) **Un camion ne circule pas forcément « à plein ».** On appelle « taux de chargement » (exprimé en tonnes en pourcentage) la charge moyenne que transporte un véhicule sur une période donnée, en général un an. Par exemple, si un camion de 15 tonnes transporte en moyenne 10 tonnes, son taux de chargement est de 10 tonnes ou 66 %.

(5) **Une méta-analyse procède à une reprise statistique d'études indépendantes sur un problème.** La réunion de données permet d'arriver à une synthèse plus fiable sur un sujet.

Joseph

## HOMMAGE

Joseph Regnaud vient de nous quitter à 68 ans, terrassé en un peu plus d'un an par un cancer du pancréas. Plus de 500 personnes étaient présentes à Vercel le 24 juin pour lui rendre un dernier hommage.

Né dans le Haut-Doubs dans une modeste famille paysanne, Joseph avait commencé sa vie professionnelle comme employé dans un magasin de bricolage du Pays de Montbéliard, puis il était devenu comptable des Maisons Familiales Rurales. Il a reçu un bel hommage de ceux qui l'ont côtoyé, qui n'ont pas manqué de rappeler sa droiture, son sens de la justice et de l'intérêt général. Ses convictions l'ont guidé dans sa vie de famille comme dans ses nombreux engagements. Il a été militant syndical et militant de quartier dans le Pays de Montbéliard.



Installé par la suite sur le Plateau avec sa famille, militant écologiste convaincu, il est devenu, avec sa femme, adhérent actif du groupe EÉLV du Haut-Doubs et du CCFD-Terre solidaire, ONG qui lutte contre la faim, la pauvreté et pour le développement.

Nous voulons dire à Marie-Colette, sa femme, ainsi qu'à ses quatre enfants et à toute la famille, notre sincère amitié et leur exprimer notre profonde compassion.

EÉLV Franche-Comté.





## UNE PISTE DE BON SENS



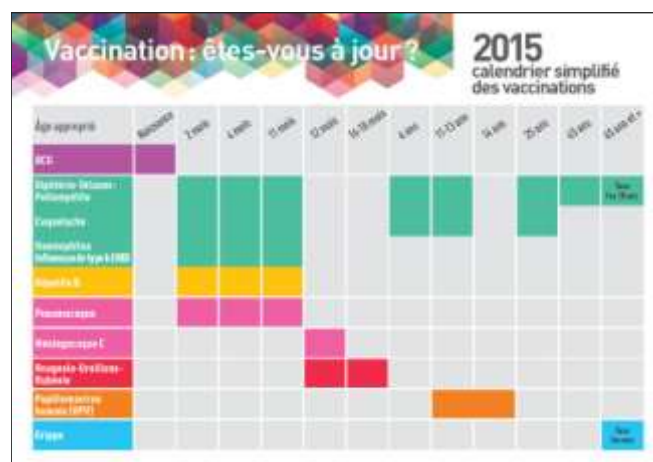
L'acte vaccinal est un acte médical qui n'est pas anodin et qui ne peut être accompli de manière systématique sans tenir compte de la singularité biologique et médicale de chacun. Or, à force de

vouloir minimiser tout risque lié à cet acte, notre système de santé a perdu cette notion essentielle.

La Coordination Nationale Médicale Santé Environnement a effectué en mai 2014, dans un hôpital privé de l'est parisien, une étude révélée aujourd'hui (1). Cent quarante-quatre salariés, issus de tous les services (médicaux, administratifs...) ont été volontaires pour faire un bilan de leur immunité vaccinale. En effet, on constate que si certains ne sont plus immunisés bien avant la date de rappel de leur vaccin, d'autres le sont encore, à différents degrés, des années plus tard.

La détection sérologique des anticorps pourrait permettre d'éviter des injections vaccinales inutiles et coûteuses. Le dosage d'anticorps est un outil précieux qui permet d'individualiser l'acte vaccinal. Il permet, par une simple analyse du sang, de connaître le niveau de couverture d'une personne pour chaque vaccin. Cette couverture est le plus souvent liée à l'administration d'un vaccin, mais elle peut être aussi d'origine naturelle, lorsque l'individu a contracté une maladie, par exemple dans le cas de l'hépatite A (qui peut-être asymptomatique) ; le corps produit alors des antigènes et s'immunise sans que la personne ait été vaccinée.

Ainsi, il est intéressant d'apprendre que sur un vaccin DTP (diphtérie, tétanos, polio), vous pouvez être, avant ou après délai de rappel, immunisé correctement pour une, deux ou trois valences (2), ou insuffisamment pour une ou plusieurs de ces valences. Pour des vaccins monovalents comme celui de l'hépatite B, votre taux d'anticorps peut vous apprendre que vous n'avez pas besoin de rappel pour un, deux ou cinq ans. Il arrive même que des personnes soient non répondeuses au vaccin et ne soient jamais immunisées, ce qui peut être une information importante.



Une des difficultés de cette étude réside dans le fait que bien des personnes ont un carnet de vaccination incomplet (quand il n'est pas perdu) ; ainsi, il est courant que les médecins vaccinateurs ne précisent ni la marque commerciale ni le numéro de lot, la date est parfois illisible, etc.

En se concentrant sur les vaccins obligatoires en milieu hospitalier - Tétanos, Polio et Hépatite B - (3) et en tenant compte des carnets de vaccination existants, ce qui permet de retracer l'histoire vaccinale de chacun, on constate que :

- 78 % des personnes sont protégées contre l'hépatite B, ce niveau de protection n'étant pas corrélé au délai écoulé entre la date de la vaccination et l'analyse d'anticorps ;
- 92 % des personnes sont protégées contre le tétanos ; certaines sont correctement immunisées alors que leur rappel date de plus de 20 ans ; d'autres au contraire, récemment vaccinées, ne sont pas protégées ;
- 63 % des personnes sont protégées contre la polio, et on peut faire les mêmes remarques que pour le tétanos ; mais il faut aussi noter que le nombre de personnes non protégées dans un court délai après le rappel est significativement plus important pour la polio que pour le tétanos. Cela nécessitera des investigations supplémentaires.



Conclusions de l'étude : la majorité des personnes ayant fait le test n'auraient pas besoin de recevoir de rappels (4), puisqu'elles disposent d'anticorps suffisants : hépatite A (63%), hépatite B (78 %), tétanos (92 %), polio (63%). Une minorité de personnes n'est plus immunisée, soit du fait d'un historique vaccinal difficile à retrouver, soit du fait de leur « personnalité immunitaire » : il faut savoir que nous ne sommes pas égaux quant à la réponse vaccinale.

C'est bien pour cela, entre autres, qu'il serait utile de se diriger vers une vaccination personnalisée.

Yves Ketterer



(1) *Étude menée par la CNMSE (Coordination Nationale Médicale Santé Environnement) : <http://cnmse.ouvaton.org/>*

(2) *Une valence correspond à un vaccin protégeant contre une maladie spécifique ; il existe des vaccins bivalents, trivalents (par exemple, le DTP prévient 3 maladies), quadrivalents, etc.*

(3) *Et pourquoi pas la Diphtérie ? Parce que les deux premières valences sont jugées plus importantes par les médecins (et par la CPAM qui rembourse le dosage des anticorps de ces deux valences, mais pas celui de la diphtérie), que le coût d'une étude est très élevé et qu'il faut faire des choix.*

(4) *En milieu hospitalier, on fait un rappel tous les 20 ans des vaccins obligatoires.*



## Comment recevoir *La Feuille Verte* ?



**Vous n'êtes pas adhérent d'Europe Ecologie Les Verts de Franche-Comté ?**  
Et du même coup, vous ne recevez pas systématiquement *La Feuille Verte*, le mensuel des écolos comtois ?

Abonnez-vous ! Réabonnez-vous ! Et faites abonner les gens autour de vous ! Ainsi, vous serez sûr de ne rater aucun numéro, et cela pour la modique somme de 16,00 euros seulement (11 numéros par an).

Nom : ..... Prénom : .....

rue : .....

CP : ..... Ville : .....

Chèque à l'ordre d'EELV-FC, à adresser à :

EELV-FC — 14, rue de la République — 25000 Besançon

## À NOS LECTEURS

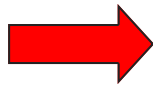
À cause d'un manque d'attention suffisante du Comité de Lecture de *La Feuille Verte*, deux illustrations se sont retrouvées par inadvertance dans l'article sur les demandeurs d'asile de notre numéro de juin (pages 13 et 14) : un dessin sur l'immigration interprété trop vite comme de l'humour au deuxième degré et la photo d'une entrée de camp de la deuxième guerre mondiale, avec une inscription en allemand, qui n'y avait pas sa place. Une telle erreur est aussi due à la nécessaire rapidité de la mise en page et à l'absence de références suffisantes des documents libres de droits tirés d'internet.

Nous prions les lecteurs de nous en excuser et nous ferons en sorte d'être plus vigilants dans l'avenir.

Le CLFV



# L'ARNAQUE DU TICKET-RESTAURANT



Instauré au départ pour pallier l'absence de restaurants d'entreprise convenables et permettre aux salariés qui ne pouvaient manger chez eux de se nourrir correctement, le ticket ou chèque-restaurant perd de plus en plus sa fonction sociale et sociétale.

Aujourd'hui géré par les tristement célèbres Sodexo et Cie, il permet surtout aux employeurs de ne pas assumer leur responsabilité. Rémunération détournée, fiscalité reportée sur le consommateur final, horaires et localisation des postes peu négociables, etc. : les employeurs et leurs « prestataires » extérieurs s'achètent une conscience en promouvant ce fameux « carnet de tickets ».

Fortement tertiariés (45,8 % en 2009 contre 34,4 % en 1975), féminisés (47,5 % des emplois en 2009 contre 36,7 % en 1975), les travailleurs se voient de nos jours « invités » à dépenser ce « cadeau » qu'on leur fait en bourrant leurs paniers de plats tout préparés à la grande surface du coin (qui fait de toute façon partie du même groupe que Sodexo et Cie) ou en galérant pour bouffer en une heure chrono un sandwich s'ils n'ont pas déjà galéré à se garer entre-temps !

Si je savais dessiner, je vous ferais un beau schéma pour montrer à quel point est toxique cette nouvelle économie « circulaire », système qui n'a rien à voir avec les avantages sociaux et encore moins avec l'économie sociale et solidaire.

Nombreux étaient ceux qui thésaurisaient leurs tickets-restaurant pour une sortie entre amis ou groupaient leur utilisation lors des vacances familiales.

Ce joyeux détournement finira bientôt puisque Sodexo et Cie veillent au grain : transformé en carte à puce, le carnet de tickets tant convoité sera traçable, intransmissible (fini la fille étudiante qui part le dimanche soir avec de quoi manger pour la semaine, ou le

cousin qui tient avec son temps partiel au Cora en revendant 6 euros ses tickets achetés 4 à peine à sa « directrice des ressources humaines ! ) et à dépenser dans un périmètre géographique restreint... Fini aussi les sorties entre « collaborateurs » pour les roulants qui changent tous les soirs d'hôtel 2 étoiles !

Je vous épargne le chapitre sur le rôle pervers des syndicats dans cette joyeuse arnaque - où l'on voit, comme trop souvent, un avantage social acquis se transformer en piège à cons !... Je déplore en tout cas de voir d'anciens délégués syndicaux persister à passer plus de temps à choisir la couleur des chaussures de sécurité sur les chantiers du BTP qu'à éveiller leurs collègues aux enjeux de la lutte contre la corruption à tous les étages.

Et du côté des restaurants, me direz-vous, comment ça se passe ?

Là aussi, je vous rassure, Sodexo et Cie ont tout prévu : comme d'habitude en matière de mode de paiement, les petits, nombreux, paient pour les gros, organisés et bien représentés dans les milieux politique et bancaire.

Prenons un exemple : pour La Conviviale – plus connue comme Le Pochon Magique à Belfort -, cela représente la bagatelle de 25 euros de frais d'envoi chaque mois et une commission de gestion de plus de 1,45 % sur chaque chèque-restaurant présenté ... Sur l'année 2014, on déplore ainsi plus de 500 euros de manque à gagner pour cette belle association, qui fêtera bientôt ses 40 ans... et préférerait passer cette somme dans du comté bio !



Que faire ? demanderez-vous.

Plusieurs pistes :

1) Toujours venir avec assez de monnaie ou un chèque bancaire pour payer votre cantine préférée, le Pochon... pour qu'il reste magique.

2) Si vous ne pouvez pas vous passer de ce maudit carnet parce qu'on nous l'impose ou qu'il représente un pouvoir d'achat indispensable, toujours choisir en conscience où vous aller le dépenser. Je ne vous donnerai pas d'exemple, mais juste une piste de réflexion : toujours chercher à rendre à César ce qui appartient à César... Les chèques ou tickets-resto appartiennent maintenant à Sodexo et Cie : eh ! bien rendons-leur la monnaie de leur pièce en privilégiant leur groupe, filiales ou « partenaires » de la grande distribution et en allant gâcher nos tickets dans les grandes surfaces s'il le faut vraiment..

3) Profiter de la grande table de la Conviviale pour vous organiser et demander à votre employeur un vrai salaire et de bonnes conditions de travail.

Bon appétit quand même !

Céline Raigneau

Membre active de la Conviviale depuis 1992 déjà !



Pour un été militant

## ALTERNATIBA EN FRANCE ET DANS LA RÉGION

Il a déjà été question d'Alternatiba dans notre *Feuille Verte* (1). Je ne reviendrai donc pas sur la genèse et les objectifs de cet événement aux multiples facettes, qui se déploie en France depuis 2013 et va prendre de l'ampleur jusqu'à la tenue à Paris, fin 2015, de la COP 21.

À l'image du premier village Alternatiba organisé à Bayonne à l'automne 2013, une multitude d'autres villages fleurissent en France, autant d'occasions de démontrer que la transition écologique est en route à travers des alternatives concrètes : les 27 et 28 juin à Dijon, le 4 juillet à Joigny (89). Et en Franche-Comté : les 26 et 27 septembre à Audincourt pour l'Aire Urbaine Belfort-Montbéliard et les 17 et 18 octobre à Besançon (2).

En même temps, le Tour Alternatiba parcourt la France tout l'été, de Bayonne à Paris, avec des vélos et tandems à 4 places (2). Il fera étape en Bourgogne et en Franche-Comté autour du 14 juillet :

- le 12 juillet au Rousset (projet de Center Parcs en Saône-et-Loire)

- le 13 juillet à Chalon-sur-Saône

- le 14 juillet à Dijon

- le 15 juillet à Dole

- le 16 juillet à Besançon

- le 17 juillet à Baume-les-Dames

- le 18 juillet à Montbéliard.

À chaque étape, des animations sont organisées ; il est possible aussi d'accompagner le tour.

« Changeons le système, pas le climat ! Alternatiba, nos enfants nous remercieront. »



Bernard Lachambre



(1) Article de Suzy Antoine dans *La Feuille Verte* n° 202 (décembre 2014).

(2) Pour plus d'informations sur les villages et le tour Alternatiba, consultez [alternatiba.eu](http://alternatiba.eu)

## UN ÉTÉ DE LIVRES ET DE MUSIQUES

Vous avez trouvé l'année laborieuse sur le plan politique, la reconstruction à gauche (sinon celle d'EÉLV) vous a éreinté, les discussions sur votre droite et sur votre gauche vous ont donné le tournis et quelques vapeurs, la campagne des départementales vous a laissé un goût amer, vous appréciez les collectifs mais les batailles pour justifier la position du parti ou pour faire évoluer un texte vous ont étreint : bref vous êtes au bord de la crise de nerf et de l'épuisement, alors même que Cécile (1) vous invite à la mobilisation générale.

Il est temps de dire stop. Le militant réclame son quart d'heure sans politique, sans sel, sans gluten, sans sottises, sans OGM, sans vaches, sans balivernes, sans Dijon, sans Besançon, sans fariboles, sans Mélenchon, sans Placé, sans François(s) et sans... écologie !

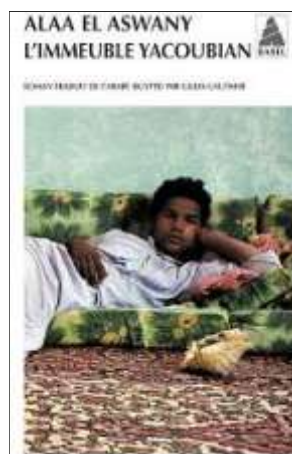
Il réclame le temps de prendre un peu le temps. Pour lire, par exemple, pour faire valser quelques notes entre ses oreilles, pour jouir du plaisir des mots et des sons, pour vagabonder dans des imaginaires ouverts à ses fantaisies.

Voici, sans prétention, sans actualité, quelques propositions.

Commençons par deux livres québécois. Le premier, *Les grandes marées*, de Jacques Poulin (Bibliothèque québécoise, 1990), est un récit un peu étrange, qui conte l'aventure d'un traducteur de bandes dessinées que son employeur installe sur une île inhabitée au large de Québec. À chaque visite, l'employeur fait débarquer de nouveaux personnages : Marie, puis Tête heureuse, puis l'Auteur, puis l'Homme ordinaire, puis l'animateur, tous chargés de rendre agréable le séjour du traducteur. Tous lui veulent du bien, apparemment ; mais lui, que veut-il ? Dans quelle illusion vit-il ?



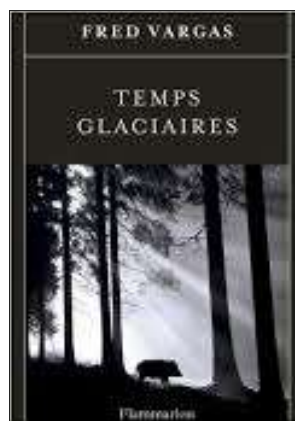
Poursuivons avec un livre d'Alaa El Aswany, « *L'immeuble Yacoubian* » (Actes Sud, 2006). Dans l'Égypte de Moubarak, l'auteur accompagne la vie de différents personnages, riches, pauvres, islamistes, **corrompus, affairistes...** On les suit dans leurs tribulations et, ce faisant, l'auteur nous dresse le portrait d'une Égypte coincée entre un passé sans avenir, un présent sans promesse et un futur impossible, d'une Égypte où la violence des uns répond à la violence des autres, laissant désarmés les plus démunis. Ce n'est pas un essai, c'est **une œuvre littéraire puissante qui nous dit le malheur d'un monde.**



Le deuxième livre, *La petite et le vieux*, de Marie-Renée Lavoie (Bibliothèque québécoise, 2012), est un petit trésor d'écriture, parsemé de dialogues dont la lecture vous fait entendre le Québec dans ses mots, ses accents, ses saisons. La petite veut s'appeler Joe parce qu'elle préférerait être un garçon. Elle nous raconte sa fa-



mille, son enfance, sa rencontre avec Roger, du genre pas aimable. Elle nous raconte comment elle se décide à grandir, son envie de vivre. C'est drôle, vif, savoureux, tendre et malicieux.



De son côté, Fred Vargas (*Temps glaciaires*, Flammarion, 2015) nous donne des nouvelles de son commissaire Adamsberg dans une nouvelle histoire aussi abracadabrantesque que les précédentes, où la figure de Robespierre croise quelques malins Islandais. On prend plaisir à retrouver les personnages, un peu comme si on prenait des nouvelles de voisins à leur retour de voyage. L'écriture s'écoule, facile, agréable. Pourtant, à naviguer dans un monde déjà bien repéré, moins surprenant, le plaisir se fait moins fort qu'auparavant.



Imaginez que vous appartenez à une lignée où les hommes meurent tous le jour de leur 36e anniversaire. Et que le temps est venu de suivre le même destin. Mortimer Decime, fataliste, résigné, se prépare. Voilà le début improbable de *Trente-six chandelles*, de Marie-Sabine Roger (éditions du

Rouergue, collection La Brune, 2014). Ne vous arrêtez pas à cette entame : la suite se révèle délectable, car le destin peut parfois suivre les détours d'une fille qui pleure et d'une crêperie ambulante où Paquita vous régale et Nas-sardine vous sert depuis des années un café qu'il est le seul à aimer. Un récit un rien déjanté, écrit avec verve et humour.

Si les romans vous ennuiant, essayez la poésie. C'est simple : il suffit d'entrer dans une librairie (une vraie), de flâner au rayon poésie, de choisir un auteur un peu au hasard. Lisez quelques pages et, si d'aventure vous frissonnez, gardez le livre - payez-le quand même !... La poésie se lit au hasard des pages, au hasard des rencontres, comme ce livre, acheté d'occasion, de Jean de La Ville de Mirmont - je n'invente pas, c'est un poète du début du 20e que je ne connaissais absolument pas et dont l'écriture est assez classique :

*Mais votre appel, au fond des soirs, me désespère,  
car j'ai de grands départs inassouvis en moi.*

### Disques

Le concert qu'il a donné à Besançon en novembre dernier fut à la fois intense, énergique et suave. Ibrahim Maalouf fait chanter sa trompette et alterne compositions lyriques et explosions démesurées, au milieu de cuivres survitaminés et de guitares saturées.



On peut le retrouver dans un coffret de 4 CD (Dia), dont l'écoute permet de découvrir les différentes palettes de ce musicien. Quel son ! Quel souffle !

De la trompette au saxophone, le pas est vite franchi. Mais du saxophone au chant baroque, l'écart peut sembler infranchissable. Parmi les disques que j'écoute plus ou moins régulièrement se trouve *Officium*, où le saxophone de Jan Garbarek ajoute une voix (et quelle voix !) au chant de The Hilliard Ensemble (disque ECM).



Ce mariage entre des chants des 13e, 14e et 15e siècles et l'improvisation de Garbarek est tout simplement magnifique, presque surnaturel. Un voyage hors du temps et presque hors du monde.

Bel été.

Michel Boutanquoi



15

(1) Cécile Prudhomme, bien sûr, notre tête de liste pour les Régionales.



C'est pratique, de voir passer sur son écran tous les textes destinés à La Feuille Verte... et de pouvoir éhontément profiter de cette situation pour mettre son grain de sel jusque dans les articles des autres ! C'est ainsi que je vous conseillerais moi aussi (mais je n'ai pas le courage d'en écrire long à ce sujet) quelques saines lectures estivales... Enfin, quand je dis « saines », c'est en pleine conscience que nombre d'entre vous ne partageront pas ce point de vue...

Vous lirez donc, si vous m'en croyez, les tout récents opus que voici : *Lettre [posthume] aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes* (de Charb, éd. Les Échappés), *Malaise dans l'inculture* (de Philippe Val, éd. Grasset) et *Éloge du blasphème* (de Caroline Fourest, éd. Grasset). Sans oublier, pour les amateurs de BD, les deux tomes de *L'Arabe du futur*, de Riad Sattouf (Allary Éditions).

Et pour calmer vos nerfs si les trois premiers vous ont donné de l'urticaire (1), écoutez donc, d'Angélique Ionatos et Katerina Fotinaki (2), *Comme un jardin la nuit* et, plus récent, de Katerina Fotinaki seule, *Tzitzikia (Les Cigales)*. Moi qui ne suis guère poète (3), je m'écoute ça en boucle, et ça me fait du bien. Vive les Grecques, vive les Grecs, vive Tsipras et à bas Lagarde (4) !



Gérard Roy

- (1) Y a-t-il d'ailleurs le moindre rapport entre les nerfs et l'urticaire ?
- (2) Ceux qui ne sont pas allés les écouter et les voir à Dole, début mai, n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes.
- (3) Qui a dit « On avait remarqué » ?...
- (4) Cherchez pas, ça me prend comme ça, parfois...

Europe Ecologie Les Verts de Franche-Comté

(14, rue de la République, 25000 Besançon)

Directeur de publication : Gérard Roy

Comité de lecture : Michel Boutanquoi, Gérard Mamet,

Gérard Roy, Suzy Antoine, Françoise Touzot

CPPAP: 0518 P 11003

Maquette : Corinne Salvi Mise en page : Suzy Antoine



# ACADÉMIE DES SCIENCES, CHIKUNGUNYA ET FUITE DE CERVEAUX

*La science pour éclairer les choix de l'écologie politique.  
La réflexion politique pour développer la critique de la science.*

## 1. Les climatosceptiques à l'assaut de l'Académie des Sciences

Au moment où les grands de ce monde se préparent à négocier à Paris la réduction coordonnée des gaz à effet de serre, une drôle de bataille se livre au sein de l'Académie des Sciences. La prestigieuse institution française s'apprête à émettre un avis sur la question climatique pour la COP 21. Dans sa très grande majorité, les membres de l'Académie vont confirmer la responsabilité des activités humaines dans le réchauffement. Mais les climatosceptiques tentent de faire mettre en annexe de cette publication leur avis très minoritaire. Ce serait une première à l'Académie et cela jetterait le discrédit sur l'institution. (*La Recherche* n° 500, juin 2015, pp. 8-11)



Commentaire : Vincent Courtillot, le président de la section Sciences de l'Univers de l'Académie des Sciences, qui traite de la question du climat, est un ami de Claude Allègre et un climatosceptique. À l'inverse, Jean Jouzel, l'un des chercheurs les plus connus et récompensés au monde en matière de recherche sur le climat, n'est toujours pas académicien. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, Claude Allègre continue de sévir grâce à ses relations auprès des dirigeants de l'Académie des Sciences. Il s'agit d'une forme de négationnisme qui contredit la quasi-totalité des recherches scientifiques sur le climat. Mais la COP 21 est une trop belle occasion de faire estampiller par l'Académie un point de vue – même qualifié de minoritaire – que plus aucune revue scientifique ne veut publier.

## 2. Chikungunya : « Les maladies transmises par les moustiques ont un bel avenir. »

En 2005-2006, une épidémie de chikungunya a touché environ 30 % de la population de la Réunion. Le chikungunya et la dengue sont transmis par le moustique tigre (1).



En 2014, il y a eu environ 500 cas de chikungunya et 200 cas de dengue en métropole. Dans la plupart des cas, la maladie a été contractée lors d'un voyage, mais 11 cas de chikungunya et 4 cas de dengue étaient dus à des piqûres de moustiques en métropole. Le moustique tigre est déjà implanté dans 18 départements français métropolitains. Le risque de transmission autochtone existe et persistera tous les étés à venir. (*Pour la Science* n° 452, juillet 2015, pp. 16-18)

Commentaire : On comprendra facilement que le réchauffement climatique fait partie des facteurs qui aggravent le risque, puisque le chikungunya et la dengue sont des maladies tropicales. La prévention privilégie la « lutte antivectorielle », c'est-à-dire la lutte contre le moustique qui transmet la maladie, et ses larves ; contre les moustiques, en utilisant des insecticides non toxiques, contre les larves en supprimant tous les petits réservoirs d'eau où elles se développent (coupelles de pots de fleur, carcasses de voiture, etc.). Il s'agit en particulier de couper les chaînes de contamination en empêchant les personnes malades d'être piquées par des moustiques qui vont à leur tour transmettre le virus. Pour le chikungunya, des recherches sur un vaccin sont également en cours.

### 3. Je cherche, donc je fuis ?

Il n'y a pas beaucoup d'études sur la fuite de cerveaux de la France vers les États-Unis. Une étude montre tout de même que le nombre de chercheurs français partis aux États-Unis a presque triplé entre 1990 et 2000 par rapport à la décennie précédente. Une autre étude montre que 15 % des diplômés de Polytechnique se trouvent à l'étranger, contre 5 % en 1970. C'est le manque de postes qui figure en tête des raisons invoquées, en dépit des salaires peu élevés. En effet, les salaires sont 2 à 4 fois moins élevés en France qu'aux USA. (*La Recherche* n° 500, Juin 2015, pp. 8-11)



AVEC LES FÉLICITATIONS DU JURY : VOTRE DIPLÔME, DES MOUCHOIRS POUR PLEURER ET UN ALLER SIMPLE POUR LES USA !

Commentaire : La diminution des postes est due aux contraintes budgétaires. Par exemple, on est passé de 500 à 300 recrutements par an au CNRS. Autre raison : la niche fiscale de 6 milliards d'euros du Crédit Impôt Recherche, ou CIR (2), qui profite aux grandes entreprises sans beaucoup de résultats et qui siphonne, en quelque sorte, les crédits de la recherche publique. Un récent rapport du Sénat vient de le dénoncer. Il faudrait donc transférer au moins une partie du CIR vers la recherche publique : cela permettrait de recruter de jeunes chercheurs et de les faire revenir en France.



Gérard Mamet

(1) Le nom scientifique du moustique tigre est *Aedes albopictus*.

(2) Sur le CIR, voir l'article de Michel Boutanquoi dans *La Feuille Verte* de mai 2015, p. 8.



18

## Waterloo moral

# ILS SONT VOTRE ÉPOUVANTE ET VOUS ÊTES LEUR CRAINTE (1)

Face au désastre humain qui se déroule sous nos yeux en Méditerranée, trop de nos dirigeants restent les chantres dérisoires de politiques migratoires et de développement qui en sont à l'origine. Le jeudi 18 juin, date anniversaire d'un autre désastre, celui de Waterloo, sur lequel Cécile Duflot s'est appuyée pour critiquer le chemin actuellement suivi par la politique migratoire et de l'asile en France dans une lettre adressée au Président de la République (2), Bernard Guetta précisait avec conviction dans sa chronique matinale sur France Inter (3) :



« Voyons les chiffres. Le Liban et ses six millions d'habitants accueillent aujourd'hui plus d'un million deux cent mille réfugiés, essentiellement syriens. La Jordanie, 8 millions d'habitants, en accueille plus de 600 000. La Turquie, 77 millions d'habitants, en a déjà plus d'un million huit cent mille sur son territoire. L'Union européenne compte, elle, 500 millions d'habitants et se considère en état de siège et menacée des pires maux car 100 000 réfugiés ont atteint ses côtes, dix-huit fois moins qu'en Turquie. Alors que dire ? »

Cette chronique, que vous retrouverez in extenso sur le net, exprime à quel point nous sommes en train de perdre notre identité et de gaspiller notre image internationale dans notre peur de « malheureux dont toute l'ambition est d'échapper à la mort ». Alors que faire si - nous dira-t-on - la politique ne peut s'arrêter à la compassion et comment voir plus loin que l'urgence ?

Les quotas, l'Union européenne et la solidarité

Certes, c'est une affaire européenne et « *il faut d'urgence que les États membres mettent en place une véritable opération de sauvetage à destination des boat-people en Méditerranée* », estime le président de Migreurop (Observatoire des frontières). Ce à quoi le président du Conseil européen, Donald Tusk, répond qu'il ne faut pas « *attendre de solutions rapides aux causes profondes des migrations, parce qu'il n'y en a pas* ».

De leur côté, de nombreuses associations jugent qu'avec 28 États membres, il est techniquement et financièrement possible de couvrir la zone centrale de la Méditerranée, comme le faisait l'opération « Mare Nostrum », qui a permis de sauver 160 000 personnes. Promue et supportée par l'Italie, puis jugée trop chère par Bruxelles, elle a été remplacée par un projet européen inadapté, très controversé, nommé « Triton » et mené par Frontex (Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne).

En effet, il ne faut ne pas se tromper de cible. « *Les chefs d'État et les instances européennes ne peuvent pas, en désignant les passeurs comme étant à l'origine des naufrages qui se produisent en Méditerranée, se défaire de leur responsabilité* », affirme la Cimade (association de solidarité active avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile). Les migrants « *ne recourraient pas aux services des passeurs s'ils pouvaient voyager de façon régulière, avec des visas* », ajoute l'organisation, pour qui « *il est urgent de changer radicalement l'orientation des politiques d'asile et d'immigration de l'UE* ».

En effet, le problème de fond reste l'impossibilité pour les migrants, et notamment pour ceux qui ont besoin de protection, d'arriver en Europe par les voies légales, faute de quoi ils ont recours à des filières illégales, sans lesquelles ils seraient conviés à continuer à vivre leur calvaire loin de « chez nous ». Dans l'urgence, qui est la nouvelle manière de faire de la politique, l'UE a envisagé des quotas, pour finalement mettre en avant un mécanisme de répartition volontaire pour 60 000 personnes. Vous avez dit solidarité européenne ?

Quelle alternative au chacun pour soi ?

Tout d'abord, il faut se poser quelques questions, avec humanité et courage, tant en France que dans le reste de l'UE.

- Renforcer Frontex ?

Réponse illusoire et coûteuse à l'urgence, sans action sur les causes. En place depuis 2004, cette agence

n'a aucunement démontré son efficacité et n'apporte aucune solution, car sauver des gens en mer n'est pas sa fonction et ses navires ne sont pas équipés pour cela. Cyniquement, un agent de Frontex a déjà reconnu, sous couvert d'anonymat : « *Le travail de Frontex, c'est la lutte contre l'immigration illégale, pas le sauvetage en mer, et ces gens-là sont morts, ce ne sont plus des migrants.* » Frontex se bornera dans le meilleur des cas, avec ses opérations « Triton » et Poséidon », à concevoir un « *nouveau programme de retour rapide* », qui sera suivi de retours sans fin .

- Renforcer la réglementation Dublin ?

Dans ses versions successives I, II et III, cette disposition oblige les États qui forment les frontières extérieures de l'UE à renforcer de manière drastique leurs contrôles migratoires et les rend responsables de la prise en charge des migrants demandant l'asile, car ils représentent la première entrée de ces personnes dans l'Union européenne (cas fréquent de l'Italie, de l'Espagne et de la Grèce). Ce règlement interdit donc à un demandeur d'asile qui vient sur le sol européen de décider dans quel pays il va demander asile. Cette approche hypocrite de l'asile, génératrice de violence, utilise les pays du sud de l'UE pour en protéger d'autres, dont le nôtre. C'est ainsi que, pour Valls, les migrants arrivant en Italie sont un problème italien.

- Renforcer le codéveloppement ?

La vraie nécessité qui s'impose à long terme serait de construire une réelle politique de codéveloppement, car tant en France que dans l'UE, rien n'est vraiment fait à ce sujet pour que ces gens puissent vivre chez eux comme ils le souhaiteraient. Au lieu de cela, nous engloutissons des sommes inouïes dans Frontex, sans jamais pouvoir dissuader des candidats à l'exil qui n'ont plus rien à perdre.

Cela impliquerait également que l'on mette fin à des pratiques postcoloniales de corruption des élites locales et aux rétrocommissions juteuses, auxquelles tant de dirigeants, français et de pays « indépendants », se sont intoxiqués. En bref, cela supposerait un autre type de relations mutuelles. Mais comme la sécurité reste une grande motivation de colonisation, on comprend la difficulté.

Paradoxalement, l'aide au développement, actuellement, est surtout le fait des immigrés, qui envoient dans leurs pays des sommes trois fois supérieures à l'aide publique au développement dans le monde, soit 435 milliards en 2014 selon la Banque mondiale. Ne faudrait-il pas travailler au codéveloppement plutôt qu'à nous barricader, envisager les migra-

tions autrement que de façon sécuritaire et craintive ?

## Droit, sécurité, fantasme et COP21

Aujourd'hui, selon les principes libéraux, il faut **d'abord s'enrichir et ensuite se prémunir contre les voleurs, les parasites, les chômeurs, tout ce qui représente un danger pour la société marchande.**

Au temps de la destruction des solidarités, de quelle sécurité peut-on parler quand l'insécurité économique et sociale règne à force de loi du marché et quand celui qui en souffre devient l'ennemi ? À quoi sert de marteler que le malheur vient de l'extérieur quand l'insécurité s'organise de l'intérieur ? La République est en train de se fourvoyer en répétant des idées fausses sur les migrations, alors que ces dernières en sont une donnée constitutive (4).

En continuant à penser la sécurité en termes de résultat, on entre dans la culture irrationnelle du contrôle total et son cortège d'exactions inévitables sur des boucs émissaires.

Ce qui est inquiétant, c'est que la même dynamique va présider au sommet du climat en décembre : la recherche d'un dénominateur commun à la COP21 conduit à envisager les dérèglements climatiques non comme une protection de notre environnement pour un mieux-être des habitants de cette planète, mais avant tout comme un problème de sécurité. La fonte des frontières crée des peurs et les immigrés sont classés désormais dans la case « délinquants ».

## Waterloo moral

En attendant, Cécile Duflot termine sa lettre au Président en affirmant : *« Au-delà de la question du droit d'asile, en vérité, c'est la question de l'accueil de l'étranger qui est posée. Le moment du courage est venu. Les humanistes doivent relever la tête, afin que la folie de politiques migratoires indécentes et mortifères soit entravée. Une autre politique de l'immigration, à la fois responsable et cohérente avec nos valeurs, est possible. Ce n'est pas à l'extrême droite d'imposer ses fausses solutions en polarisant l'ensemble du débat public. C'est à vous, Monsieur le Président, qu'il revient de faire entendre votre voix pour ouvrir une autre voie (2). »*

De Waterloo en morne plaine, j'ai retrouvé avec Thierry Jonquet la précision du regard et la force lyrique de Victor Hugo quand, en 1871 dans un long poème en faveur de l'amnistie des condamnés de la Commune (**À ceux qu'on foule aux pieds**), il écrivait ces vers d'une surprenante actualité :

*... D'une tutelle avare, on recueille les suites [...]  
Vous ne les avez pas guidés, pris par la main,  
Et renseignés sur l'ombre et sur le vrai chemin ;  
Vous les avez laissés en proie au labyrinthe.  
Ils sont votre épouvante et vous êtes leur crainte ;  
C'est qu'ils n'ont pas senti votre fraternité. [...]  
Comment peut-il penser, celui qui ne peut vivre ?  
Quoi ! Pour que les griefs, pour que les catastrophes,  
Les problèmes, l'angoisse et les convulsions  
S'en aillent, suffit-il que nous les expulsions ?*



Thierry Lebeau-pin

(1) Le titre du roman de Thierry Jonquet est en fait un des vers du poème de Victor Hugo qu'on peut lire à la fin de cet article. Roman publié en janvier 2008, sur fond des conflits de 2005 dans les banlieues, et ensuite bien adapté au cinéma, en 2010, par Alain Tasma sous le titre « Fracture », un film « pré-Charlie » resté dans l'ombre, mais dont on peut voir des extraits sur internet.

(2) <http://tinyurl.com/phtznrj>

(3) <http://tinyurl.com/oq8d4vk>

(4) **Un livre qui permet de réfléchir sur les migrations : Le sens de la République**, de Patrick Weil et Nicolas Truong (Grasset, 2015)



## BIENVENUE EN VALSESIA !



Varallo est une charmante petite ville piémontaise de la Valsesia, dans la province de Vercelli (Verceil pour les Français). Si vous la connaissez, c'est sans doute pour l'avoir traversée sur la route du mont Rose, de ses sentiers de randonnée ou de ses pistes de ski, ou bien du fait de son célèbre Sacro Monte, lequel offre aux visiteurs ébahis (1) ses 45 chapelles décorées de fresques et de groupes sculptés grandeur nature, œuvres d'artistes majeurs de la Renaissance italienne (2). À part cette curiosité qui la domine, la ville mérite aussi un coup d'œil à ses places, ses églises, son vieux pont sur le Mastallone...

Si je vous raconte ça, ce n'est nullement parce qu'à l'approche des vacances d'été, *La Feuille Verte* a décidé de concurrencer le *Routard* ou le *Michelin*, mais parce qu'à l'occasion d'une récente visite, j'ai aussi découvert à Varallo un « monument » d'un genre nettement plus déplaisant, dont je vous livre ci-contre la photo.

En effet, si Varallo est « charmante », sa municipalité l'est nettement moins, et en particulier son maire, le sieur Gianluca Buonanno (3), dont il est inutile de demander à quel bord il appartient. Ce sinistre personnage, âgé d'une petite cinquantaine d'années, s'est inscrit dès ses 16 ans au MSI (Mouvement social italien), le parti néofasciste de Giorgio Almirante qu'admirait tant notre



Gianluca. Par la suite, c'est à la Ligue du Nord, parti populiste et xénophobe (une xénophobie qui englobe aussi les Italiens du sud), qu'il a trouvé sa voie. Il est aujourd'hui député européen de cette formation, membre du groupe Europe des nations et des libertés, où il siège aux côtés de gens aussi fréquentables que Louis Alliot, Florian Philippot ou Marine Le Pen. Il en est aussi, donc, à son deuxième mandat de maire de Varallo : il faut croire que les sympathiques habitants du Sacro Monte (4) et de son néo-Golgotha, ont de la charité chrétienne une conception qui ne les empêche pas de préférer, comme dit Le Pen père, leur fille à leur cousine (5) et leur cousine à leur voisine. Alors, des clandestins venus d'on ne sait où, vous pensez !...

Alors qu'affluent vers l'Europe, encore havre de paix et de sécurité quoi qu'on en dise, des milliers et des milliers de gens prêts à subir le pire plutôt que de rester dans leurs pays dévastés ; alors que des politiciens véreux appellent à boucher très vite la fuite de ce qu'ils comparent à une canalisation ; alors que la dite Europe concourt non pas pour aider les migrants, mais pour s'en « protéger » ; alors que les infects épi-gones de la Ligue du Nord et du Front national taillent un peu partout des croupières aux partis « démocratiques », voilà, si nous n'y prenons pas garde, le genre d'affichage municipal que nous risquons de voir bientôt sur les murs de nos villes (6).

Gérard Roy

(1) *Oui, oui, même ceux qui bouffent du curé à tous les repas...*

(2) *Gaudenzio Ferrari est le plus remarquable d'entre eux.*

(3) *Si je ne m'abuse, ça veut dire Jean-Luc Bonne Année : tout un programme !...*

(4) *Classé par l'UNESCO au Patrimoine mondial de l'Humanité avec huit autres « monts sacrés » du Piémont et de la Lombardie.*

(5) *Enfin, bon, en ce qui le concerne lui, ce n'est plus si sûr, hein ?...*

(6) *Remarquons que l'abruti qui a pondue le placard de Varallo (le maire lui-même ?) a choisi pour illustrer sa fière devise en arabe le drapeau des... Émirats arabes unis ! Comme s'il y avait, à Varallo ou ailleurs, beaucoup de clandestins arrivant d'un des pays les plus dégueulassement friqués de la planète !*

## PETITE CHRONIQUE WALLISIENNE

La vie réserve parfois des surprises et des parenthèses imprévues. Telle celle qui s'ouvre pour mon compagnon et moi grâce à une mutation un peu inattendue. Départ donc pour l'archipel de Wallis-et-Futuna début mai pour une durée de deux à quatre ans. Un environnement naturel et humain totalement inconnu pour nous, une page blanche à écrire, une rupture bienvenue avec un quotidien un peu « installé ».

Je propose aux lecteurs de *La Feuille Verte* de partager quelques-unes de mes découvertes, interrogations, colères parfois en explorant ce petit caillou des antipodes. Un territoire français où règnent trois rois (1), où les maires sont des chefs de village et où trois pouvoirs cohabitent (la coutume, la religion catholique et l'État français) ne peut que susciter curiosité et intérêt...

J'ajoute une autre spécificité, qui doit intéresser les mangeurs de saucisses que nous sommes : ici, plus de cochons que d'habitants, ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes pour les eaux du lagon, où se déverse le lisier.

Bien sûr, c'est aussi la présence française qui peut interpeller ici, fruit d'une histoire assez singulière.

Il va de soi que ces courtes chroniques seront empreintes d'une grande humilité : mon arrivée ici est toute récente, la réalité complexe et je m'efforcerai d'interroger les représentations occidentales de la papalagi (2) (prononcez *papalagni*) que je suis. Pas d'angélisme cependant : comme toute société humaine, celle des îles comporte une part de violence et d'inégalité qui interpelle. Sans parler des atteintes à un environnement d'autant plus fragile qu'il s'agit d'un tout petit territoire (142 km<sup>2</sup> pour l'ensemble de l'archipel).

Outre mes observations et lectures, je m'appuierai sur les connaissances d'un sage d'ici, Mika Tui, spécialiste de l'histoire et de la culture de Wallis. Mais rassurez-vous, cette chronique s'apparentera plus à des notes de voyage qu'à un topo savant, dont je serais bien incapable de toute façon !

Quelques aspects me semblent intéressants à explorer : la géographie de l'archipel, son histoire (je me centrerai sur l'île de Wallis), la coutume, les rapports de l'État français et du pouvoir coutumier, les questions d'environnement et d'éducation.

Un peu de géographie pour commencer

Wallis-et-Futuna est situé dans le Pacifique, à **13° de latitude sud, entre Fidji et Tonga**. La Nouvelle-Calédonie est à 2 000 km, la Polynésie à 3 000. Wallis-et-Futuna ne figure pas cependant sur la liste des destinations touristiques : la terre appartient aux familles et ne peut être vendue, ce qui interdit toute cession et toute spéculation.

L'archipel est composé de trois îles principales : Uvea (Wallis), Futuna et Alofi, ainsi que d'îlots non habités autour d'Uvea.

Ce sont des îles d'origine volcanique. Futuna et Alofi, non protégées par une barrière de corail comme leur voisine, sont sujettes aux tsunamis et sont situées sur une faille sismique. Un tremblement de terre en **1993 a fait trois morts à Futuna**.

La surface totale des trois îles est de 142 km<sup>2</sup>, dont 96 pour Uvéa-Wallis, ce qui est un peu supérieur à la surface de Belle-Île-en-Mer.

Wallis est entourée d'une barrière de corail, réserve de biodiversité et protection des côtes. Ce magnifique lagon a souffert de méthodes de pêche destructrices autrefois (à la dynamite, idée géniale importée par les Américains lors de la Seconde Guerre mondiale) et du réchauffement climatique aujourd'hui.



Un climat chaud et humide et une nature généreuse

Deux saisons ici : une saison chaude et humide d'octobre à avril, une saison plus fraîche avec des alizés de mai à septembre. La température oscille généralement entre 25° et 30°.

La végétation est dense, luxuriante et d'une grande diversité : cocotiers, pandanus, bananiers, arbres à pain, fougères, bouraos... La nature est généreuse : avocats, taros, ignames, aubergines, ananas, mangues, poussent ici à grande vitesse ! Si la forêt recouvrait entièrement Uvea avant l'arrivée des missionnaires en 1837, elle n'occupe plus que 15 % des terres aujourd'hui.

La biodiversité animale n'a pas fait l'objet d'un recensement ; il semble que beaucoup d'espèces terrestres aient disparu du fait de la chasse. 38 espèces d'oiseaux ont été recensées et 648 espèces de poissons. Comme tout territoire insulaire, tout cela est fragile et le développement d'un mode de vie occidental sur le Fenua (3) risque d'accélérer la perte de biodiversité.

(1) Un seul est actuellement « en poste », les deux autres ont été destitués.

(2), Européenne.

(3) Le « territoire », en wallisien.



À suivre...

Françoise Touzot



## UN MOIS, ÉMOIS ET MOI

Morale. Scandale de la FIFA : on apprend qu'il y a dans cette mafia une « commission d'éthique » ! Cela dit, la sarkozyste Péresse veut en créer une pour les Régionales, alors...



Vocabulaire. Le Quai d'Orsay réclame aux autorités saoudiennes la « clémence » pour le blogueur Raef Badaoui, condamné à 10 ans de prison et 1 000 coups de fouet pour avoir réclamé une pratique de l'islam moins extrémiste que celle de la monarchie wahhabite. Rappelons aux quaid'orsiens qu'on ne saurait être « clément » qu'envers un coupable ; pour un innocent, ce qu'on réclame, c'est la justice.

Avion. Tout le monde cogne sur Valls parce qu'il a utilisé un Falcon de l'État, dans lequel il a casé ses gosses, pour un aller et retour à Berlin pendant le congrès poitevin du PS. Mais la démagogie consistant, pour nos politiques, à s'exhiber dans les stades de foot, ça, tout le

monde s'en tape...

Précaution. Le loup refait son apparition dans le Jura. Toujours soucieuse d'éviter les problèmes, la Préfecture recommande à tous les petits chaperons rouges de n'emporter ni beurre, ni galette à leurs mères-grands.



Erreur. « Hollande se bat pour nous. On veut qu'il sache qu'on est avec lui », scandent des milliers de manifestants... Ah ! on me signale à l'instant que la scène se passe à Athènes et qu'il faut lire Tsipras au lieu de Hollande. Je me disais, aussi...

Opportuniste... Titre du Monde, le 19 juin : « Du gaz de schiste au droit du sol, les sept revirements de Sarkozy ». On irait plus vite si on parlait de ce sur quoi il n'a jamais changé d'avis !

... et humoriste. Sarkozy compare l'afflux de migrants à « une grosse fuite d'eau (...), une canalisation qui explose et se répand dans la cuisine ». Qui comparera la logorrhée sarkozienne à des chiottes bouchées qu'aucune chasse d'eau n'arrive à évacuer ?... Ben voilà, c'est fait.



Bon débarras ! Selon des experts américains, jamais la Terre n'a perdu ses espèces animales à un rythme aussi effréné depuis l'extinction des dinosaures. Mais ne voyons pas tout en noir : les humains feront probablement partie des espèces qui disparaîtront.

Crétin. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, un ado de 16 ans prétend avoir été attaqué par une meute de loups. Dommage qu'ils ne l'aient pas bouffé, ce petit con !

Aigreurs. La viande d'un agneau génétiquement modifié par l'INRA avec une protéine de méduse a été mise sur le marché. Je me disais aussi que l'estomac me démangeait depuis mon dernier navarin...

Stades. Hidalgo a officialisé le 23 juin la candidature de Paris à l'organisation des J.O. de 2024, et en 2016 elle demandera aux Parisiens ce qu'ils en pensent. Plus démocrate qu'elle, tu meurs.

24



Esprit. « Il y a, dit Hidalgo, dans l'esprit du 11 janvier et dans l'esprit olympique originel une même revendication de paix commune et de partage. » Oser comparer les J.O. aux manifs qui ont suivi le massacre de Charlie, ça,

Nanou, je ne te le pardonnerai jamais.

Kultur (1). À l'occasion de l'Euro de foot, on pourra admirer en 2016 une expo sur le RC Lens, son histoire, son stade, ses supporters, avec une foultitude d'accessoires de tifosi, banderoles, maillots et produits dérivés du club, billets et programmes de matchs, carnets d'autographes, photos, films, etc. Tout ça au Louvre-Lens ! Et dire que c'est à Nimroud et Palmyre que s'en prennent ces abrutis de Daech !

Kultur (2). Déclarant ne pas comprendre « ce cli-

vage entre fans de foot et amateurs de musée », la fondatrice (si, si !) d'un club de supporters lensois as-sène : « L'art, c'est des émotions. Le foot aussi. » Ben oui, pis aussi le cassoulet, quand il est bien fait. On se fait une petite expo haricots-saucisse au Louvre ou à Orsay ?

Or noir (1). La Croatie envisage des plateformes pétrolières au large de ses îles, l'Albanie compte attirer géologues et foreurs à grands coups de cadeaux fiscaux et le Monténégro se rêve déjà en Koweït des Balkans. Si vous ne connaissez pas encore la mer Adriatique, m'est avis que vous ne devriez pas trop tarder à y aller faire trempette.

Or noir (2). Le régime pétrolo-stalino-mafieux d'Azerbaïdjan a organisé à prix d'or les premiers Jeux européens, auxquels notre bien-aimée Patrie-des-Droits-de-l'Homme a envoyé 250 athlètes, l'une des plus grosses délégations. Quand on aime les hydrocarbures, on ne compte pas.

Alliance. Dans le Burgenland autrichien, le gouverneur social-démocrate forme une coalition avec le FPÖ, formation d'extrême droite qui a le vent en poupe et à laquelle il confie, entre autres, le portefeuille de la sécurité. C'est pas bien, dit son parti, avant de passer à autre chose...

Bien fait ! Les sociaux-démocrates espéraient conserver le pouvoir en concurrençant les populistes sur la question des étrangers et des migrants. Total : l'extrême droite passe de 22 à 37 sièges et les soc', la queue basse, retournent dans l'opposition. Des socialistes intelligents, ça existe encore ?



O tempora, o mores ! Kim Jong-un fait exécuter son oncle, Le Pen père renie Le Pen fille, Felipe VI d'Espagne retire à sa frangine le titre de duchesse... De mon temps, on la respectait, la famille !

Démago. « Les Français sont un peuple très intelligent, estime Manuel Valls, ils savent distinguer ce qui est important de ce qui est accessoire. » Ben oui, ils préférèrent TF1 ou M6 à Arte et le foot au théâtre.

Analphabètes. Selon une étude américaine sur les chansons à succès, celles-ci sont du niveau CE2. Sans compter le rap, bien sûr, niveau jardin d'enfants.



Podemos ! Ada Colau, la nouvelle maire de Barcelone, veut limiter le tourisme qui étouffe sa ville et s'oppose à l'organisation d'un grand prix de F1 et à la concession d'un port pour yachts de luxe. Et Manuela Carmena, élue maire de Madrid, a pour porte-parole une mise en examen pour « *offense aux sentiments religieux* ». Pas besoin d'être mélanchonien pour apprécier des gens comme ça !

Chienlit. Les Saoudiennes pourront, pour la première fois, voter et se présenter à une élection lors des municipales de décembre prochain. Faudra pas qu'ils viennent se plaindre après, les Saoudiens.

Pourpre. Jean-Vincent Placé (mais si, vous savez bien, le pote de Borloo, de NKM et de Jean-Claude Gaudin !) a « *toujours voulu être cardinal ou ministre* ». Seigneur, si vous existez, exaucez son premier vœu !

Vert ? « *C'est désastreux d'être toujours contre tout*. » En vertu de quoi JVP (et pas seulement lui, hélas, parmi les élus EÉLV franciliens) est pour les J.O. à Paris. Ce mec, je le passerais bien dans le goudron et les plumes.

Sigle. À l'Assemblée, Les Républicains refusent qu'on les appelle seulement LR. On risquerait de comprendre « Les Ripoux ».

Amour qui fait boum. Mort de Magali Noël, qui avait chanté Boris Vian. Cette fois, Johnny-Johnny-Johnny lui a vraiment fait mal.

Barbons. Jusqu'à présent, je ne savais trop que penser (mis à part sur le coup porté au latin) de la réforme du collège. Et puis j'apprends que Giscard et l'Académie française la condamnent : du coup, je suis pour.



Anticlérical dépit. Il défend les migrants, blâme l'égoïsme de l'Europe, s'en prend à la corruption et appelle même à une « *révolution écologique* » ! Et alors, je fais quoi, moi, avec, ce pape François, que l'ultra-réac Fox News traite de « *personne la plus dangereuse de la planète* » ? Rendez-moi Jean-Paul et Benoît !



Royale (1). Ségolène Royal ne veut plus voir le Roundup en vente libre dans les jardinerie. Dorénavant, il faudra le demander gentiment à la vendeuse, ça favorisera les contacts humains.

Royale (2). La même Ségolène présente ses excuses pour avoir dit qu'il ne fallait plus manger de Nutella. Pour une fois qu'elle ne sortait pas une ânerie !...

Gérard Roy



Tous les dessins de Riss ont été publiés avec l'aimable autorisation de *Charlie Hebdo*.



# Bulletin d'adhésion

Un parti politique vit aussi des cotisations versées par ses adhérent-e-s.  
C'est ce qui lui permet d'entreprendre des actions et de se faire entendre.

- Rappel : en adhérent, coopérant ou en faisant un don, vous bénéficiez d'une réduction fiscale égale à 66% du montant de votre versement.
- La loi limite à 7500 € par an les versements effectués à un parti politique par un particulier.
- Votre adhésion sera effective dès réception de votre paiement et après un enregistrement par les instances d'Europe Écologie Les Verts de notre région, ce dans un délai de deux mois.
- Conformément à la loi, vous disposez d'un droit d'accès aux données vous concernant en vous adressant à : [donneespersonnelles@eelv.fr](mailto:donneespersonnelles@eelv.fr)



Homme     Femme    Date de naissance : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Numéro, rue : .....

CP : ..... Commune : .....

Tél fixe : ..... Tél portable : .....

Courriel : .....

Cette grille de cotisation présente le niveau de cotisation attendu en fonction de votre revenu mensuel. Les niveaux de cotisation présentés ci-dessous sont indicatifs et laissent la possibilité à chacun de tenir compte de sa situation personnelle, familiale et sociale du moment.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
<input type="radio"/> < 1200 €, précaires, étudiants, ...	36 €
<input type="radio"/> 1200 €	55 €
<input type="radio"/> 1300 €	80 €
<input type="radio"/> 1400 €	100 €
<input type="radio"/> 1600 €	120 €
<input type="radio"/> 1800 €	160 €
<input type="radio"/> 2000 €	200 €
<input type="radio"/> 2300 €	230 €
<input type="radio"/> 2500 €	250 €
<input type="radio"/> 2800 €	300 €

Cotisation annuelle correspondant **au moins à 0,8% de votre revenu annuel**

Je choisis de payer par chèque (s).

Joindre 1 (ou ..... chèques retirés les mois que vous indiquez au dos) à l'ordre de : AF EELV-FC

Je choisis le virement bancaire.

Demandez-nous le RIB de l'association de financement.

Je choisis de payer par CB au national

*Nous ne proposons plus pour l'instant l'option du prélèvement automatique. En effet cette formule est devenue très onéreuse suite à une modification de la réglementation européenne (SEPA : espace unique de paiement en euros) et ne serait intéressante que si tous nos adhérent-e-s optaient pour cette solution.*

Adhérent	ou	Coopérateur	ou	Donateur
Montant de ma cotisation: minimum 36 €		Montant de ma contribution: à partir de 20 €		Montant de mon don
euros		euros		euros

**Nos coordonnées** : Europe écologie Les Verts de Franche-Comté—14, rue de la République—25000 Besançon  
**Tél** : 03 81 81 06 66  
**Mail**: [eelv.fcomte@gmail.com](mailto:eelv.fcomte@gmail.com)  
**Site** : <http://franchecomte.eelv.fr>

## FRANCHE - COMTÉ

**EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS FRANCHE-COMTÉ**

14, rue de la République 25000 Besançon / 03 81 81 06 66 / <http://franchecomte.eelv.fr/>

EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS

en images